

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 novembre 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : Direction du
Développement Economique -
Association French Tech Côte d'Azur -
Octroi d'une subvention

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.213

Date de la convocation :

Le 15/11/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **29 NOV. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **16 DEC. 2015**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 21 novembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Thierry OCCELLI, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE

Monsieur LEONETTI,

Depuis 2014, la CASA est fortement impliquée dans la dynamique French Tech Côte d'Azur. Cette implication est légitime et nécessaire, Sophia Antipolis concentrant, en effet, plus de la moitié des acteurs et start-up qui composent la communauté numérique des Alpes-Maritimes.

Elle a ainsi apporté un soutien actif à la construction de la candidature de la Côte d'Azur à la labellisation French Tech, obtenue en juin 2015, et a co-organisé le lancement officiel de cette candidature fin 2014 lors d'un événement majeur qui s'est déroulé à Sophia Tech en présence de l'ensemble de la communauté numérique des Alpes-Maritimes.

En 2015 et 2016, la CASA a confirmé son engagement au sein de la FTCA dont la mobilisation et le dynamisme ont amené la mission nationale French Tech à renouveler la labellisation en juillet 2016. FTCA a aussi obtenu, dans le même temps, des labellisations thématiques lui permettant d'intégrer les réseaux « CleanTech / Mobility », « Security / Privacy » et « EdTech / Entertainment ».

En outre, dans les prochaines semaines, la CASA accueillera à Sophia Antipolis le bâtiment « Totem » de la FTCA. Il s'agira à la fois d'un lieu de promotion devant assurer le rayonnement et la visibilité de l'écosystème numérique du territoire mais aussi d'un lieu d'échanges, de rencontres, et d'accompagnement au service des start-up.

En matière de gouvernance, la communauté FTCA s'est dotée, durant l'été 2016, d'un outil stratégique et opérationnel impliquant les entrepreneurs et les acteurs institutionnels au travers de la création d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 (dénommée Association FTCA).

L'association FTCA a pour objet *« de rassembler et d'organiser l'écosystème numérique de la Côte d'Azur, de favoriser la naissance et la croissance des champions de l'innovation numérique de la Côte d'Azur, et ce notamment dans le cadre du programme national French Tech dont elle se veut être le relais local »*. Elle entend promouvoir aux niveaux national et international l'identité numérique de la côte d'Azur et développer l'attractivité de son écosystème d'entrepreneurs dans les principaux pays du monde.

Dans cette perspective, l'association FTCA va s'installer transitoirement dans le bâtiment « Totem » situé à Sophia Antipolis et en assurer l'animation, dans l'attente du « Business Pôle 2.0 ». Ce bâtiment a notamment vocation à :

- Héberger la gouvernance opérationnelle FTCA et les réunions de l'association ;
- Accueillir les six réseaux thématiques FTCA, notamment les deux réseaux labellisés au niveau national par la mission nationale « French Tech » « CleanTech / Mobility » et « EdTech / Entertainment » ;
- Accueillir les événements d'animation récurrents destinés à fédérer et ouvrir à l'international l'écosystème de start-up FTCA ;
- Plus largement, collaborer avec tous les acteurs de l'écosystème et gérer un calendrier commun d'événements.

Dans ce contexte, l'association FTCA porte un plan d'actions dont le coût total estimé éligible en 2016 est évalué à 57 827 €, pour un budget global de 82 577 €. Elle sollicite, dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan d'actions, le soutien financier de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour un montant de 46 000 €.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le soutien à l'association French Tech Côte d'Azur et de lui octroyer une subvention à hauteur de 79 % du coût total estimé éligible du plan d'actions majoré à 46 000 €,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la CASA et l'association FTCA dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 / 90 du budget de la direction développement économique.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le soutien à l'association French Tech Côte d'Azur et de lui octroyer une subvention à hauteur de 79 % du coût total estimé éligible du plan d'actions majoré à 46 000 €,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la CASA et l'association FTCA dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 / 90 du budget de la direction développement économique.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 novembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION FTCA

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI, en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 21 novembre 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée French Tech Côte d'Azur, créée en juillet 2016, est régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de rassembler et organiser l'écosystème de l'innovation numérique de la Côte d'Azur dont le siège social est situé 400, Promenade des Anglais 06200 NICE, représentée par ses co-présidents, Messieurs Eric LEANDRI et Fabrice MOIZAN agissant en lieu et place de l'association conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **FTCA**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

En 2015 et 2016, la CASA a confirmé son engagement au sein de la FTCA dont la mobilisation et le dynamisme ont amené la mission nationale French Tech à renouveler la labellisation en juillet 2016. FTCA a aussi obtenu, dans le même temps, des labellisations thématiques lui permettant d'intégrer les réseaux « CleanTech / Mobility », « Security / Privacy » et « EdTech / Entertainment ».

Conformément à ses statuts, FTCA est une association professionnelle, à but non lucratif, dont l'objet est de rassembler et organiser l'écosystème de l'innovation numérique de la Côte d'Azur, de favoriser par différents moyens la naissance et la croissance des champions de l'innovation numérique de la Côte d'Azur et ce notamment dans le cadre du programme national « French Tech » dont elle se veut être le relais local.

Elle souhaite également promouvoir aux niveaux national et international l'identité unique de la côte d'Azur pour l'entrepreneuriat de l'innovation numérique et développer aussi la visibilité de l'écosystème de l'innovation numérique de la Côte d'Azur dans les principaux pays/écosystèmes du monde.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association FTCA s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'installation et l'animation du bâtiment Totem de FCTA à Sophia Antipolis, dont l'enjeu est à la fois d'un lieu de promotion devant assurer le rayonnement et la visibilité de l'écosystème numérique du territoire mais aussi un lieu d'échanges, de rencontres, et d'accompagnement au service des start-up.

Les objectifs à très court terme sont :

- Héberger la gouvernance opérationnelle FTCA et les réunions de l'association ;
- Accueillir les 6 réseaux thématiques FTCA, notamment les 3 labellisés au niveau national par la mission nationale French Tech ;
- Accueillir les événements d'animation récurrents destinés à fédérer et ouvrir à l'international l'écosystème de start-up FTCA ;
- Plus largement, collaborer avec tous les acteurs de l'écosystème et gérer un calendrier commun des événements.

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement l'association FTCA pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2016.

Durant cette période, l'association FTCA s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 57 827 €, pour un budget global de 82 577 €, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FTCA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 79% du coût total estimé éligible du plan d'actions majoré à 46 000 €.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 50 % soit 23 000 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 50 % soit 23 000 € restant seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire – Evaluation intermédiaire

FTCA s'engage à fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions au cours du premier trimestre 2017.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par FTCA.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FTCA s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association FTCA remettra chaque année à la CASA son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'Association FTCA est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ FTCA devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association FTCA, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FTCA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Les Co- Présidents de
l'association FTCA

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Eric LEANDRI

Fabrice MOIZAN

Jean LEONETTI

2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice.

Exercice 20

ou date de début : 01/10/16

date de fin : 31/12/16

CHARGES	Montant ⁴	PRODUITS	Montant
60 – Achats	8772	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation⁵	53827
Achats matières et fournitures	5892	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Autres fournitures	2880		
61 - Services extérieurs	13070		
Locations	11365		
Entretien et réparation	1080		
Assurance	625		
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	25000	Département(s) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4000		
Publicité, publication	13200	Intercommunalité(s) : EPCI ⁶	
Déplacements, missions	7500	CASA	46000
Services bancaires, autres	300	Commune(s) :	
63 - Impôts et taxes	360	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	360		
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64 - Charges de personnel	8400		
Rémunération des personnels	6000	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA-emplois aidés)	
Charges sociales	2400	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	7827
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	4000
		Dont cotisations, dons manuels ou legs	4000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements	2225	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
TOTAL DES CHARGES	57827	TOTAL DES PRODUITS	57827
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	24750	87 - Contributions volontaires en nature	24750
860-Secours en nature		870-Bénévolat	
861-Mise à disposition gratuite de biens et service	24750	871-Prestations en nature	24750
862-prestations			
864-Personnel bénévole		875-Dons en nature	
TOTAL	82577	TOTAL	82577

⁴ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁵ L'attention du demandeur est appelée sur la nécessité de faire figurer sous cette rubrique le détail de tous les financements demandés auprès des financeurs publics. Les indications valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant toutes les autorités sollicitées.

⁶ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁷ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/11/2016
Numéro : BC_2016_213
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association French Tech Côte d'Azur - Octroi d'une subvention
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : bAOhDK4

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 16/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161121-BC_2016_213-DE

Acte reçu

Date : 21/11/2016
Numéro interne : BC_2016_213
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Association French Tech C7te d'Azur - Octroi d'une subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161121-BC_2016_213-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20161121-BC_2016_213-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161121-BC_2016_213-DE-1-1_3.PDF